

Publié par 24 heures (<http://www.24heures.ch>)

REQUÉRANTS D'ASILE DE NYON | Les Nigériens avaient annoncé que « cela allait péter », à la suite de l'arrestation d'un de « leurs frères » au foyer de Nyon. Hier, c'était moins une...



© CHRISTIAN BRUN | Toni, Ghanéen, et Krivo, Kurde irakien, m'accompagnent dans la visite des lieux encore relativement tranquilles avant que la tension ne monte à nouveau parmi les occupants.

Laurence Arthur | 07.01.2011 | 00:00

Le coup de poing balancé dans la porte d'acier du casier tonne et ricoche sur les murs en béton dans l'abri de la PCi de Nyon. Quelques hommes rythment leurs hurlements en frappant tout ce qui se trouve à proximité: les parois de contre-plaqué, un banc posé sur une table.

Pendant que certains restent prudemment à l'écart, les premiers vont et viennent à grands pas, manifestant leur détermination à en découdre, hier vers 11h, deux jours après l'éclat de violence qui a secoué la PCi de Nyon mardi.

Justice et vengeance...

« Nous voulons que notre frère soit libéré. Qu'il revienne. La police a arrêté le Noir et laissé libre le Blanc. C'est une injustice », s'agite l'un, puis le suivant, en écho. Le Blanc en question? C'est un Algérien blessé dans l'échauffourée qui s'est déroulée mardi soir, mêlant un grand nombre de requérants d'asile. « Un groupe d'entre nous a surpris le Nord-Africain en train de forcer le casier du Nigérien avec un couteau de poche. C'est avec ce couteau qui lui a été arraché qu'il a été blessé », répètent les hommes présents.

Au fond du couloir formant un coude, au bout d'une rangée interminable de casiers métalliques dont les portières sont quasi toutes défoncées, les hommes s'approchent, formant un cercle autour de la seule «blanche» des lieux – celle qui signe cet article...

Ne vous inquiétez pas...

«N'ayez pas peur, il ne vous arrivera rien. Je m'en porte garant.» Toni, Ghanéen de 29 ans, s'est proposé de guider la visite de ce foyer de béton, où il vit avec 130 autres occupants. Il rassure dans un sourire. Plus loin, un appareil de chauffage portable est projeté en l'air d'un coup de pied.

Le site est surpeuplé, comme l'annonce une affichette placardée sur la porte d'entrée de l'abri: «En raison de la suroccupation des lieux, vous n'êtes pas autorisés à amener des visiteurs.»

Le foyer de requérants d'asile de Nyon est une poudrière prête à exploser. A midi trente, une quinzaine de policiers et de gendarmes débarquent pour reprendre le contrôle de la situation: «Pour votre sécurité, nous vous demandons de quitter les lieux», nous enjoignent-ils, au photographe et à moi.

Les conditions de promiscuité, de manque d'air et de jour de la PCi sont à l'origine du climat explosif. L'EVAM, la Municipalité, les résidents des lieux le relèvent unanimement.

«Tout le monde est frustré ici. Voudriez-vous vivre dans ces conditions?» se désole Toni. «Il y a tous les jours des tensions», renchérit Burondy, 26 ans, Ghanéen lui aussi. Devant la rampe d'accès de l'abri, des cartons sont entreposés, qui contiennent plusieurs cuvettes WC cassées mardi soir, durant l'accès de colère des résidents.

Mamadou, du Sénégal, fond en larmes. «Je préférerais payer 5 francs, quitte à ne pas manger, pour être logé à l'Armée du Salut. J'ai peur...» Tandis qu'il parle, trois agents sortent de l'abri, tenant fermement un homme de grande taille. A l'intérieur, la tension monte encore. «C'est quoi, ces bruits qui courent, qu'il serait mort!» crie l'un des policiers.

Trois autres hommes sont isolés, dont le Nigérian qui a été volé. «Dites aux autres que votre compatriote arrêté n'est pas mort. Nous vous donnerons des nouvelles demain, à 11 heures», précise en anglais un représentant des forces de l'ordre. Le calme revient, mais il reste fragile.

Les opposants ne veulent rien savoir

«On nous a toujours dit que cette solution de logement «des cas Dublin» dans un abri PCi était provisoire. La situation n'a que trop duré. Une telle concentration, c'est trop, s'emporte Olivier Mayor, municipal à Nyon. L'ironie, c'est que les deux personnes qui vilipendent l'abri PCi bloquent aussi par leurs oppositions la solution, soit la construction d'un bâtiment près de la ville!»

Les deux opposants sont des élus au Conseil communal. L'un d'entre eux est le représentant UDC, André Francis Cattin: «Je ne me sens pas responsable. Quand j'ai fait mon service militaire, nous étions logés deux semaines dans une PCi sans problème. Je suis d'accord avec l'idée d'un nouveau bâtiment, mais alors, pas à côté d'une école, comme cela est prévu, alors que cette population trafique de la drogue. Le bâtiment doit être isolé à l'extérieur de la ville.»

Josette Gaille (rad.) est bien d'accord sur ce dernier point. Et elle ajoute: «Certes, ils sont mal logés, mais on ne leur a pas demandé de venir. Il faut demander au syndic Daniel Rossellat de les prendre près de ses terrains de Paléo.» **L.AUR**

Lausanne à la rescousse

Interview de **Pierre Imhof**, directeur de l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM).

Quelles mesures allez-vous prendre pour l'abri de Nyon dans l'immédiat?

Nous allons le désengorger en ouvrant un autre abri à Lausanne (*ndlr.* celui de Coteau Fleuri, dès le 1er février prochain). Mais nous ne pourrons pas nous en passer. Cela dit, il a fonctionné de manière satisfaisante depuis deux ans, il doit donc être possible d'y ramener le calme.

Une nouvelle construction à l'Esp'Asse à Nyon devrait permettre de fermer l'abri où s'est déroulée la bagarre. Où en est le projet?

Des personnes ont fait recours contre la décision de la Municipalité de délivrer le permis de construire. C'est donc le tribunal qui tranchera, mais cela peut prendre encore quelques mois.

Les événements de ces derniers jours pourraient-ils accélérer le processus?

Pas sur le plan de la procédure. Mais j'espère que les opposants se rendent bien compte qu'ils maintiennent tout le monde dans une situation totalement insatisfaisante, tant les requérants que la population nyonnaise. Le retrait de leurs oppositions débloquerait la situation rapidement, puisque le chantier ne durerait que six mois.

S.MR

Actu Vaud et Régions La Côte

Source URL (Extrait le 10.01.2011 - 10:14): <http://www.24heures.ch/vaud-regions/actu-vaud-regions/descente-policiere-coups-cris-rumeurs-tension-vive-2011-01-06>